SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 30 MAI 1883.

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi modifiant le tarif du transport des huissiers.

(Voir les n^{os} 239, session de 1880-1881, et 105, session de 1881-1882, de la
Chambre des Représentants.)

Présents : MM. DEWANDRE, Vice-Président; LAMMENS, MACAU, STORY,
VAN VRECKEM et PIRON, Rapporteur.

MESSIEURS,

Pendant le cours de la session de 1881, les Chambres ont adopté un Projet de Loi qui allouait aux huissiers une augmentation de cinquante pour cent pour les divers actes de leur ministère, mais il n'a été apporté aucune modification, au tarif de 1807, sur l'indemnité accordée pour frais de transport.

L'usage avait depuis longtemps adopté et les tribunaux avaient toléré, en raison surtout de l'insuffisance du tarif des huissiers comparé aux besoins actuels de la vie, une allocation de frais de transport pour les parcours auxquels le tarif de 1807 n'accorde pas d'émoluments.

Mais, depuis l'augmentation sur les actes de leur ministère, plusieurs tribunaux ne se croient plus en droit d'admettre le tarif de tolérance et appliquent le régime légal combiné du décret de 1807 et du tarif nouveau de 1881.

Il s'ensuit une diminution sur la plupart des émoluments qui leur reviennent du chef des déplacements qu'ils sont obligés de faire dans les distances variant entre 2 et 5 kilomètres.

Un amendement signé par MM. Lucq, Bockstael, Jottrand, J. Guillery et V. Gillieaux, le 3 août 1881, a été présenté à la Chambre des Représentants à la séance du 23 mai 1883; il est conçu en ces termes :

« Il ne sera rien alloué aux huissiers pour transports au-dessous de 2 kilomètres du lieu de leur résidence.

» De 2 à 3 kilomètres, il leur sera alloué 2 francs.

» De 3 à 5 kilomètres, 3 francs. »

Cet amendement a été voté à l'unanimité des 87 membres présents.

Votre Commission, Messieurs, a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,
PIRON-VANDERTON.

Le Président,
B. DEWANDRE.